

Élections européennes 2024 : habiter sans crainte ni dommage

(de préférence pas seulement en Europe)

Europawahl 2024



Geht wählen! Freiheit, Gleichheit, Fürsorge und Kooperation

fissures suivent l'argent et le capital: les locataires habitent dans les très grands centres urbains avec les entreprises et les succursales correspondantes, la majorité des propriétaires de logements à la campagne ou dans la "périphérie". Et avec l'exode croissant vers les centres, on assiste à une crainte croissante de loyers inabordables, de licenciement et de sans-abrisme - bien souvent aussi chez les personnes qui ont derrière elles une longue vie de travail et qui sont entre-temps devenues retraitées.

Le nombre d'expulsions augmente d'environ 300 par an à Berlin. La figure 1 montre l'explosion des prix des loyers dans les capitales européennes pour les nouvelles locations, que les 2/3 inférieurs des habitants ne peuvent certainement plus se permettre. En effet, comme le montre la figure 1, les prix des loyers ont augmenté d'au moins 200 euros en seulement 5 ans dans toutes les capitales européennes, avec une moyenne de 400 euros et parfois même jusqu'à 800 euros. Quelle personne a 400 euros ou même 800 euros de plus à dépenser pour payer son loyer augmenté en conséquence?

Signe de saut vers :

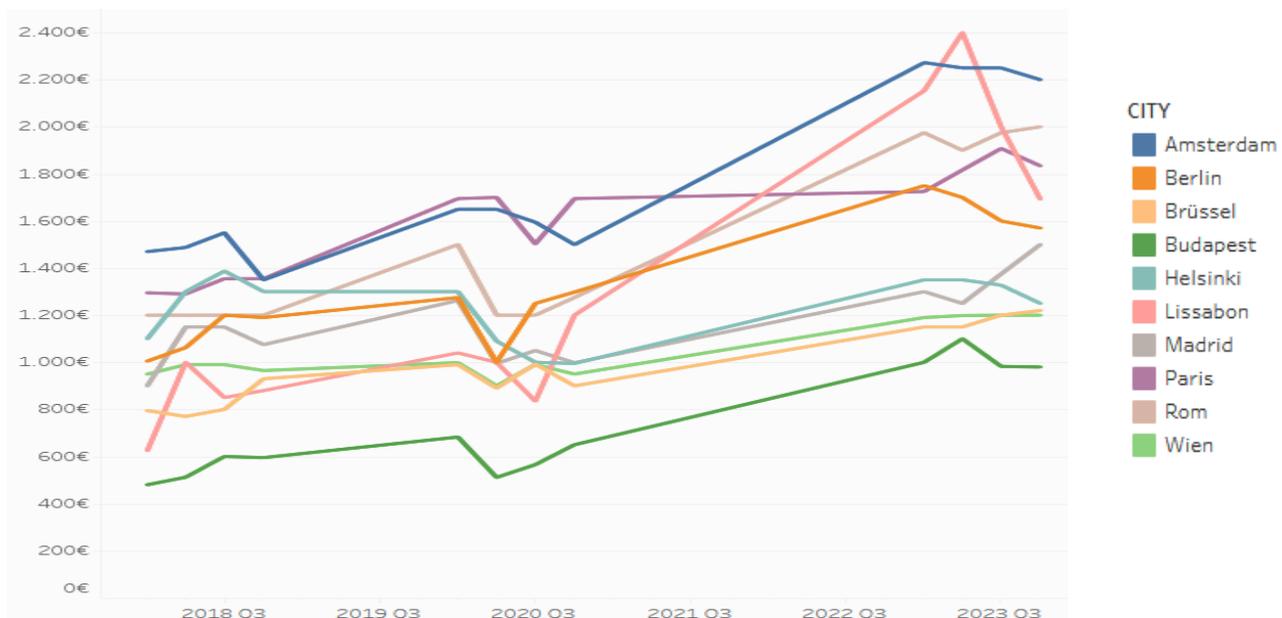
Introduction

Que serait une revendication de gauche ?

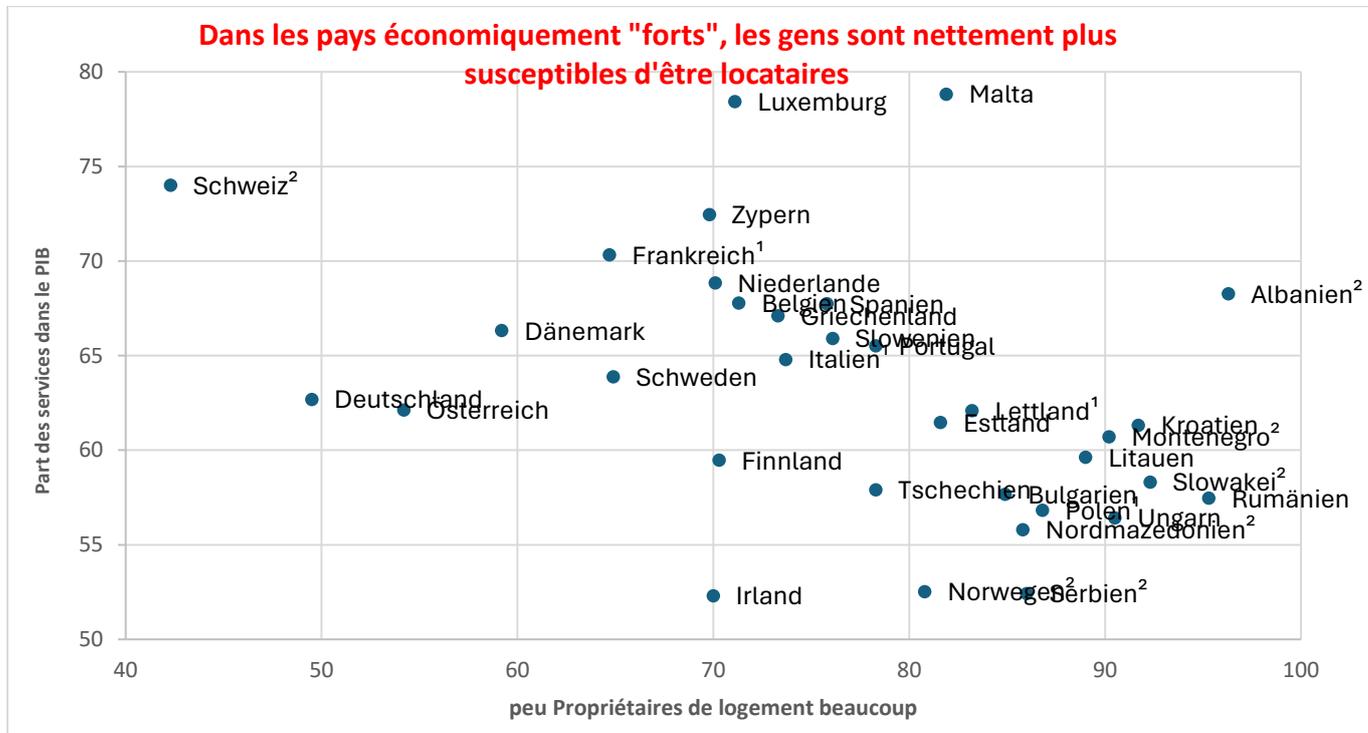
Les absurdités de l'AfD

Des fissures traversent l'Europe - non pas entre ceux qui sont pour et contre l'Europe, mais entre ceux qui sont riches et qui vivent dans de bons appartements payés et ceux qui vivent dans des maisons à rénover ou qui sont locataires. Et ces fissures sont celles entre la ville et la campagne, entre le sud, l'est et l'ouest et le nord ou le centre de l'Europe.

Explosion des loyers dans les centres urbains: ces



Des maisons à rénover ou délabrées à la campagne : Mais le problème ne vient pas seulement des loyers dans les centres de l'argent et de la production, mais aussi de l'état des maisons et de la hausse des taux d'intérêt dans les zones rurales d'Europe, en particulier à l'est, au sud et à l'ouest. Là-bas, plus de gens vivent à la campagne, l'économie est encore plus marquée par l'agriculture, l'artisanat et l'industrie, les revenus sont faibles. Et plus de 90 % d'entre eux vivent dans leur propre maison ou appartement (figure 2, axe horizontal), des logements qui se trouvent souvent dans un état caduc et constituent également un véritable problème à l'égard de la condition énergétique. Les pays riches ont un secteur tertiaire plus important (figure 2, axe vertical).



La Banque Centrale Européenne a strictement limité la possibilité d'obtenir de l'argent pour la rénovation en augmentant les taux d'intérêt. Si tant est qu'il y ait eu suffisamment de réserves d'argent disponibles pour obtenir des crédits pour la rénovation. Et il y a encore moins d'argent pour modifier le logement de manière à consommer moins d'énergie. Or, consommer moins d'énergie en améliorant l'isolation est le moyen dont nous avons besoin pour limiter le changement climatique.

Ainsi, les propriétaires de maisons dans les zones rurales risquent de s'endetter davantage (le nombre d'hypothèques enregistrées augmente, les taux d'intérêt hypothécaires ont nettement augmenté, notamment dans l'est de l'Europe). Le résultat: l'exode des zones rurales et l'expropriation furtive. Les jeunes s'installent dans les centres ou migrent vers le centre ou le nord de l'Europe. La valeur des biens immobiliers dans la "périphérie" diminue et lorsque les parents décèdent, il ne reste qu'une demi-ruine qui se vend à vil prix et sur laquelle pèsent peut-être encore des hypothèques. Ce qui oblige d'autant plus les jeunes à chercher du travail à n'importe quel prix dans l'industrie de la viande, la logistique et le nettoyage, car un retour au domicile familial n'est plus possible. Et le loyer mange alors le salaire du travail dans les centres.

Quelle serait une réponse de gauche à ces problèmes?

Freiner les loyers à court terme!

Construction de logements sociaux dans les grandes villes en europe: Et dans les centres urbains, un pourcentage d'au moins 85 % de logements en propriété ou de logements sociaux pourrait être une solution. Si la proportion de propriétaires diminue, la construction de logements sociaux doit être augmentée en conséquence. Les coopératives d'utilité publique proposant des logements sociaux devraient être particulièrement encouragées si elles offrent des possibilités de participation démocratique. Car nous sommes suffisamment intelligents pour façonner notre environnement quotidien, seuls et ensemble.

Expropriation partielle des groupes de construction de logements: Si la part des logements loués à des particuliers, ajoutée à celle des logements en co-propriété dépasse le seuil de 85 %, les groupes de construction de logements devraient être *expropriés* d'un nombre équivalent de logements.

Des taux d'intérêt bas à long terme pour les 50% les plus faibles: Une réponse de gauche consisterait à ne pas priver le plus grand nombre de leur propriété privée de logement, ce qui les contraindrait à craindre l'absence de logement et l'endettement et les rendrait encore plus dépendants de toute forme de travail. Des prêts à long terme à faible taux d'intérêt pour la rénovation des logements en co-propriété dans le sud, l'est et l'ouest aideraient ici les 50 % inférieurs de la population, qui vivent souvent dans des logements en co-propriété nécessitant une rénovation. Des prêts sans intérêt pourraient aider à la rénovation énergétique de ces logements, ils pourraient ensuite être remboursés avec l'argent des économies réalisées sur les coûts énergétiques.

Et quoi demandent les ratés d'alternative pour l'Allemagne et ailleurs en Europe ?

Par exemple, aucune directive de politique climatique pour le bâtiment. **Comme c'est mignon:** ils saluent les pluies incessantes au nord et les vagues de chaleur avec pénurie d'eau au sud!

Par exemple, l'abrogation de la "directive sur le crédit immobilier". **Quelle merveille:** pour que nous courions encore plus tôt vers la prochaine crise financière!

Par exemple, la réduction de la migration. C'est **bien**, nous verrons alors les membres de l'AfD occuper les emplois actuellement occupés par les migrants. Une chose est sûre: cela permettra de retrouver un calme agréable!

Et quoi ne demandent-ils pas ? Une aide quelconque pour les personnes qui souffrent de loyers trop élevés ou du manque d'argent pour les rénovations.

L'AfD - juste un autre parti représentant les personnes dans l'aisance et socialement établies.

